



ADRESSE A LA NATION DE MME LA PRESIDENTE DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT DE LA TRANSITION

30 Juillet 2014

Centrafricaines, Centrafricains,

Chers compatriotes,

Après le forum de Brazzaville qui a pris fin le 23 juillet dernier, il était nécessaire et urgent que je vous donne la bonne lecture de cet événement majeur de la vie politique nationale dans cette période de Transition afin de vous éclairer sur l'évolution de la situation de notre pays.

En effet, malgré la réticence d'une partie de la classe politique et de la société civile, le forum de Brazzaville a bien eu lieu, pour le grand bonheur des populations centrafricaines éprises de paix.

Durant trois jours les filles et fils de Centrafrique qui ont fait le déplacement en terre Congolaise, soucieux de l'avenir de notre chère patrie, ont saisi l'opportunité qui leur est offerte pour débattre dans la sérénité et en toute responsabilité les questions profondes concernant la paix et la sécurité chez eux.

En prenant en considération les sages conseils prodigués par le médiateur de la crise centrafricaine, son Excellence Denis SASSOU NGUESSO, à l'ouverture de nos travaux, les forces vives de la nation centrafricaine, à travers un dialogue franc et sincère ont dépassé leurs clivages pour poser des actes d'importance capitale. Il s'agit de la signature des accords de cessation des hostilités et des violences et de la souscription d'une déclaration d'engagement des parties au processus politique inclusif sur la crise Centrafricaine. Nous pouvons ainsi affirmer sans ambages que l'objectif que nous nous sommes assignés pour ce forum a été atteint.

C'est pourquoi, je ne saurais poursuivre mon propos sans rendre un hommage appuyé à mon Frère le Président Denis SASSOU NGUESSO, Président de la République du

Congo, Médiateur Internationale de la crise centrafricaine ainsi qu'à ses deux adjoints qui ont fait un travail remarquable non seulement pour réunir les Centrafricains autour d'une table mais pour les amener à signer l'accord de cessation des hostilités et des violences.

Je tiens aussi à adresser une mention spéciale au gouvernement et au peuple congolais pour son hospitalité légendaire dont nous avons bénéficié et la marque de solidarité qu'ils n'ont cessé de manifester envers le peuple centrafricain.

Notre profonde gratitude va également en direction de Son Excellence José Edouardo DOS SANTOS, Président de la République d'Angola et Président en exercice de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs, pour son soutien constant à la République centrafricaine et pour tout l'appui multiforme apporté pour l'organisation, le déroulement et la réussite du Forum de Brazzaville.

Mes chers compatriotes,

Ce forum de réconciliation nationale et dialogue politique inter-centrafricain de Brazzaville marque un tournant décisif dans le processus du retour de la paix et la stabilité en République centrafricaine. Je réaffirme qu'il ne constitue qu'une première étape du processus politique qui sera suivie d'autres étapes aux niveaux local et national.

Le succès de ce forum confirme bel et bien l'élan de patriotisme qui a toujours caractérisé le peuple centrafricain chaque fois qu'il se trouve en face de son destin.

La grande conclusion à tirer du forum de Brazzaville est qu'une étape importante a été franchie qu'il faudra ensemble consolider.

Je tiens à remercier tous les Centrafricains engagés à mes côtés et qui ont su être à la hauteur du défi qui nous était lancé, celui de s'approprier le processus de dialogue politique et de réconciliation. Je remercie tous ceux qui se sont pleinement investis dans la préparation et l'organisation de ce forum où il est apparu clairement que la communauté internationale n'était là que pour nous accompagner. La partie Centrafricaine a été félicitée à Brazzaville pour le travail remarquable abattu par le comité préparatoire national présidé par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement et qui a produit les documents de base du Forum.

Contrairement aux craintes qui ont été exprimées par certains compatriotes, il n'y avait pas d'agenda caché puisque les travaux du forum se sont déroulés conformément au programme et aux thématiques retenus par le comité préparatoire national. C'est ainsi que dans les trois commissions mises en place, il a été question de cessation des hostilités et des violences, de désarmement et de cadre politique de gestion de la Transition.

Même si beaucoup de sujets d'une certaine importance ont été réservés au forum qui se tiendra à Bangui conformément aux vœux des Centrafricains, ceux inscrits à l'agenda de Brazzaville n'ont pas été escamotés.

Par conséquent, il se dégage clairement que contrairement à ce qui est affirmé, le forum de Brazzaville a été un succès de tous points de vue pour les Centrafricains. Non seulement la participation des Forces Vives y était massive mais la qualité de la Médiation internationale qui a encadré les pourparlers était exceptionnelle. Toute la communauté internationale était présente à Brazzaville, démontrant ainsi l'intérêt porté à cette concertation inter centrafricains.

La crise Centrafricaine n'a jamais fait autant l'objet de l'attention soutenue de la Communauté Internationale et les Centrafricains devraient s'en réjouir. Cela signifie qu'il y a non seulement une grande mobilisation de cette communauté internationale au chevet de notre pays mais qu'il y a la manifestation d'une forte solidarité en notre faveur pour que cette crise prenne fin rapidement.

Cet accord a été signé non seulement par les parties belligérantes de la crise Centrafricaine, par les Forces Vives de la Nation présentes et par les Autorités de la Transition mais il a été aussi cosigné par la Médiation Internationale et notamment par le Président Denis SASSOU NGUESSO qui a tenu à s'engager personnellement aux côtés de ses frères Centrafricains.

Cet engagement sans pareil de la communauté internationale et de la médiation internationale est la claire manifestation d'une volonté inébranlable de s'impliquer plus fortement dans l'application de cet accord.

Je tiens ici à exprimer à tous les pays frères et à toutes les organisations sous régionales, régionales et internationales ayant apporté leur concours à la réussite de ce forum toute la reconnaissance du peuple Centrafricain.

Mes chers compatriotes,

Nous avons été à Brazzaville ou nous nous sommes engagés en toute liberté et en toute responsabilité, à travers nos représentants dûment mandatés.

Nous avons accepté de signer volontairement et en toute conscience un Accord de cessation des hostilités. Tous les signataires de l'accord de Brazzaville ont donc l'obligation d'en faire une stricte application et que l'inapplication de quelque disposition que ce soit de celui-ci ne sera pas tolérée. Dès lors, personne au monde ne comprendrait que nous ayons signé un accord que nous sommes les premiers à violer allègrement ou à fouler aux pieds. La communauté internationale qui nous accompagne considère que cette crise a

trop duré et qu'il est temps de mettre un terme aux massacres des populations et aux destructions des biens d'autrui.

Notre responsabilité à nous Centrafricains tant au niveau individuel qu'au niveau collectif est pleinement et directement engagée dans l'application stricte et le respect de cet accord.

L'objectif poursuivi à travers la signature de cet accord était justement de lier les Centrafricains entre eux, sous l'égide de la Médiation Internationale, afin qu'ils renoncent aux hostilités et aux violences destructrices pour s'engager résolument sur la voie de la recherche de la paix et partant de la reconstruction de leur pays. C'est pour cela que Brazzaville n'était pas qu'un voyage mais le lieu de poser un acte décisif pour la paix en République Centrafricaine au bénéfice des populations meurtries par les affres des conflits interminables.

Les images des Centrafricains fraternisant après la signature dudit accord diffusées en boucle sur les chaînes des télévisions internationales ne peuvent être un leurre de plus qui nous discréditerait définitivement aux yeux du monde et de notre peuple.

Après Brazzaville, nous avons l'obligation de démontrer aux yeux du monde et de notre peuple que nous sommes murs et sérieux, que nous savons ce que nous voulons pour aller vers la paix et la reconstruction de notre pays. Sinon, à quoi aurait servi que nous nous appropriions le processus politique de dialogue et de réconciliation si nous ne sommes pas capables de l'assumer nous-mêmes ?

J'en appelle à toutes les parties prenantes à ces pourparlers notamment la classe politique, les Ex- Séléka, les Anti- balaka, la société civile, la plateforme religieuse et les syndicats au respect des accords signés et des engagements pris solennellement devant les médiateurs et la communauté internationale. De leur côté, les autorités de la transition s'engagent à mettre en application les conclusions issues dudit forum.

Cela signifie aussi que tous ceux qui ne rentreront pas dans le processus seraient en rupture de ban et il n'y aura pas d'autre manière de les qualifier que d'être les ennemis de la paix. Il ne sera plus possible de tolérer les entorses pour des intérêts égoïstes aux efforts de paix. Les responsabilités individuelles et collectives seront établies et traitées comme telles pour tous les cas d'entorses aux efforts de paix. Car, s'il y a un temps pour la guerre, il y a aussi un temps pour la paix. C'est cela que tous ceux qui s'agitent doivent impérativement comprendre. L'accord de Brazzaville est une chance que nous devons saisir pour reconstruire notre pays sur de nouvelles bases solides et cela, en toute responsabilité et dans la fraternité.

Mes chers compatriotes,

Maintenant l'heure est au sursaut patriotique. Il est temps que les Centrafricaines et les

Centrafricains prennent leur destinée en mains et participent activement au processus de sortie de crise. C'est tous ensemble que nous devons écrire une nouvelle page de notre histoire, porteuse d'espoir.

Il est temps que tous ceux qui croient sincèrement en l'avenir du pays se mettent au travail. Il y a de la place pour tous. Il est temps de se réconcilier et de se rassembler. Aujourd'hui, l'essentiel consiste renouer le fil du dialogue intercommunautaire.

Sans remettre en question les conclusions et décisions prises par la communauté internationale, la RCA doit s'affirmer et recouvrer véritablement sa souveraineté.

A cet effet, le gouvernement a résolument pris ses responsabilités pour faire de Brazzaville le point de départ d'un nouvel élan à la Transition en cours qui devra être conduit à son terme dans les délais prescrits. J'ai ainsi décidé d'accélérer la mise en œuvre des actions prévues dans la feuille de route du gouvernement. De manière concrète, le comité de suivi de l'application de l'accord incluant toutes les parties prenantes au forum de Brazzaville, y compris les représentants de la communauté internationale sera mis en place dans un bref délai. Il aura pour mission de surveiller, contrôler et évaluer périodiquement la mise en œuvre effective de l'accord sur le terrain. Ce comité travaillera étroitement avec des organes dans l'arrière pays qui seront aussi mis en place.

A côté de ce comité de suivi, un comité de vulgarisation des termes de l'accord de Brazzaville sera mis en place pour travailler à la plus large appropriation du document par les couches de la population. Il est en effet très important qu'à tous les niveaux on sache exactement le contenu de l'accord que les différentes entités ont signé au nom de toute la population et dont dépendra largement notre nouveau vivre ensemble.

Comme déjà annoncé avant Brazzaville, le réaménagement du gouvernement sur des critères de technocratie, de région et de compétence mais intégrant la dimension politique et les nouvelles données issues du forum de Brazzaville sera opéré après une large consultation des entités parties prenantes. Je veillerai à ce que l'esprit de Brazzaville préside à ce réaménagement.

A ce propos, l'appartenance ethnique ou la pratique d'une religion ne devrait être ni un avantage ni un obstacle à l'exercice d'un emploi public civil ou militaire.

Le vaste chantier que je vais lancer au plan politique reste cependant la préparation et l'organisation non seulement des consultations populaires dans les 16 préfectures de la R.C.A mais du forum de réconciliation à Bangui. Des instructions ont d'ores et déjà été données pour qu'un chronogramme précis soit établi avec le concours des partenaires internationaux afin que ce processus démarre dans un bref délai pour être achevé avant la fin de l'année. Je veillerai aussi à ce que ce processus soit conduit de la manière la plus

convenable dans l'intérêt de la sortie définitive de la crise et de l'organisation effective des élections à la fin de la Transition.

A côté du volet politique, il y a le volet économique auquel une attention toute particulière sera accordée. J'ai dit et répété que l'une des causes de cette crise est la pauvreté. Avec l'accord de Brazzaville qui demande aux belligérants de lever les barrières illégales et de ne pas enfreindre le déploiement de l'administration sur toute l'étendue du territoire, il sera désormais possible de restaurer l'autorité de l'Etat dans l'arrière pays et favoriser ainsi la relance des activités économiques en ce qui concerne notamment la perception des impôts et l'exploitation des ressources naturelles.

En parlant de la restauration de l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue du territoire national, je ne peux m'empêcher de revenir sur la question de la partition de notre pays qui alimente encore malheureusement des discussions. J'ai même constaté avec un pincement de cœur que des gens qui se disent Centrafricains ont marché pour soutenir l'idée d'une partition. C'est vraiment malheureux parce qu'un digne fils ou fille d'un pays ne peut demander une telle chose! Cela rappelle l'histoire biblique des deux femmes qui réclamaient un même bébé et à qui le roi a proposé de diviser le bébé en deux parties. Comme on le sait, la vraie mère du bébé a refusé que son bébé soit divisé en deux parties.

Je dis à mes compatriotes qui sont animés par cette idée que la partition n'est nullement la solution à notre problème, elle a été expérimentée ailleurs non loin de chez nous et on voit ce que cela a donné. Comment comprendre qu'à l'heure où on recherche les grands ensembles chers à BOGANDA partout ailleurs pour assurer la puissance, nous ramions à contre courant en optant pour l'émiettement ? Se demande t-on sérieusement si une telle revendication est réalisable quand on sait que les frontières actuelles de nos pays d'Afrique ont été tracées par la loi Defferre de 1857 et que la charte de l'Union Africaine, comme de nombreux textes internationaux, reconnaît l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation.

J'exhorte mes compatriotes partisans malgré eux de la partition d'abandonner cette idée utopique et de rentrer dans le processus politique actuel grâce auquel nous allons certainement identifier ensemble les causes profondes de la crise qui secoue notre pays et trouver les solutions les plus appropriées. Si nous avons la volonté de nous en sortir, nous y arriverons comme certains peuples qui ont connu pire que nous et qui se sont relevés depuis.

Pour terminer, je demande solennellement au peuple Centrafricain de croire que son destin est désormais entre ses mains et qu'il doit saisir la chance de l'accord de cessation des hostilités signé à Brazzaville pour reconstruire son pays dans l'entente, la fraternité, la solidarité et l'amour de la patrie.

Comme j'aime à le dire, Vive la République Centrafricaine une et indivisible,

Vive la République Centrafricaine laïque, multiconfessionnelle, multiethnique et multiculturelle,

Vive le peuple centrafricain uni par sa langue le Sango, par les fleuves Oubangui et Chari, par son drapeau, par sa devise, par ses forêts et ses savanes, par ses mosquées et ses églises,

Vive le peuple centrafricain uni à jamais par l'histoire.

Je vous remercie pour votre aimable attention.